LES HOMICIDES TERRORISTES DANS LA REGION DE DIFFA DE 2018 A 2022

Aminou CHAIBOU
Doctorant à l'UFR de Criminologie de
L'Université Felix Houphouet Boigny d'Abidjan en Côte d'Ivoire
Chaibamynou@yahoo.
(00227) 97 75 76 13 / 92 53 59 15

Résumé

La présente recherche a pour but l'étude, l'explication des causes et conséquences du terrorisme dans la région de Diffa au Niger. Pour y parvenir, nous avons utilisé les méthodologies des sciences sociales. Il s'agit de l'étude documentaire, de l'observation indirecte, de l'entretien et du questionnaire. Notre méthode d'analyse des données est qualitative. Il ressort des résultats de cette enquête que deux facteurs sont expliquent les attaques terroristes dans la région de Diffa : les facteurs liés à la mauvaise gouvernance (faiblesse de l'Etat) et les facteurs liés à la prédation des matières premières par des puissances étrangères. La faiblesse de l'Etat est le facteur déterminant des homicides terroristes à Diffa.

***Mots-clés** : homicides, terroristes, la sécurité intérieure et Diffa.*

Abstract:

This research aims to study and explain the causes and consequences of terrorism in the Diffa region of Niger. To achieve this, we used social science methodologies. These are documentary studies, indirect observations, interviews, and questionnaires. Our data analysis method in qualitative. The results of this survey indicate that two factors contribute to terrorist attacks in the Diffa region: factors related to poor governance and those connected with the predation of raw materials by foreign powers. State weakness is the determining factor in terrorist homicides in Diffa.

***Keywords**: homicides, terrorists, internal security and Diffa.*

Introduction :

De nos jours plusieurs menaces sécuritaires avec des myriades d'homicides sont nées de la recherche des super puissances à vouloir soit dominer davantage le monde soit à exploiter la richesse des pays faibles ou encore les deux à la fois ; dominer davantage le monde afin de mieux les exploiter. Pour le faire, des stratagèmes sont toujours mis en place pour tromper les naïfs et les acculturés. A travers ce travail, il sera question de contribuer à lutter contre la terreur dans laquelle vivent depuis plusieurs années des communautés laissées pour compte. Il sera

aussi question d'étendre sur d'autres horizons la prédilection de la criminologie qui, jusque-là méconnue du grand public. Il est enfin une occasion pour nous de nous faire connaitre par d'autres chercheurs et ou institutions s'intéressant à ce sujet. Pour mener ce travail à bon port, nous nous sommes appuyés sur plusieurs travaux de recherches avec tantôt des avis complémentaires, tantôt des avis opposés. En effet, comme toutes les crises sécuritaires précédentes, notamment les rebellions, les attaques terroristes actuelles de Diffa ont été créées sur la base d'un objectif bien défini. Cet objectif est conçu par des multinationales (sous des masques) suivant des intérêts économiques et ou politiques et mis en œuvre par des chefs des groupes armés manipulés, instrumentalisés et télécommandés par leurs chefs tous sous le contrôle et l'autorité de leurs maitres. Les combattants ne sont dans ces conditions que des instruments de jeux aveuglés par des drogues, des promesses des passions et des mensonges. C'est dans cette logique que le MOUNCORE est né pour appuyer les revendications territoriales libyennes sur les confins nord-est du Niger autour de l'oasis de Toummo qui bénéficierait de l'appui libyen. La rébellion FARS (forces armées révolutionnaires de Sahara) a ensuite vu le jour, une rébellion Toubou, créée par des Français pour empêcher la compagnie américaine de prospection "Hunt Oil" de faire son travail en créant une insécurité dans le kawar. (Grégoire, 1999 :147), cité par (Mamoudou 2002) p. 137-138. La création de la rébellion touareg et d'autres rébellions FLAA (front de libération de l'Air et de l'Azawak, crée le 19 octobre 1991) dont le premier chef est Mano Dayak. C'est dans cette logique de déstabilisation à dessein qu'est née encore une fois comme à l'accoutumée, cette crise que d'aucuns qualifient de terrorisme de la secte boko haram ou encore SWAP. Pour le cas de Diffa, nos richesses minières, minéralogique et pétrolifère sont certes une cause de la convoitise et "un péché original". C'est cette potentialité économique est à la base de l'arrivée des bases militaires. Pour justifier leur présence, il faut créer une insécurité sachant que l'Etat n'a pas des armements à la hauteur des menaces. Ainsi l'idée de "phare" pour justifier la présence des coopérations militaires est de former et assister nos militaires pour pouvoir faire face aux groupe armés non étatiques. Mais les matériels amenés sont destinés à l'exploration et exploitation des gisements miniers. Ce sont des tractopelle, des bulldozers etc. et le personnel est plus constitués des ingénieurs miniers qu'autres choses. Au cours de

leur présence les multinationales se ravitaillent sous des masques en complicité de certains responsables et des groupes armés qu'elles protègent. Ce qui dénote de la faiblesse des appareils sécuritaires selon (ABDOU ASSANE 2020). Quel rôle ont joué les autorités politiques pour qu'on en arrive là? Mais, d'un point de vue juridique, pour parler de l'État, il faut l'existence cumulative de trois (3) éléments qui sont : un territoire, une population et une autorité politique. Au Niger la population est estimée à vingt et sept (27) millions d'habitants, sur un territoire d'un million deux cent soixante-sept mille (1267.000) km2 avec une richesse extraordinaire qui le classe parmi les pays africains les plus riches en termes des ressources minières et minéralogiques. C'est pour dire que l'État du Niger existe bel et bien avec toutes ses composantes cumulatives citées plus haut. Cette autorité politique a toujours aussi existé et jouant un rôle malheureusement effacé et/ou suggestif que ce soit sous les régimes militaires comme sous les régimes politiques. C'est alors l'affirmation de cette autorité qui a toujours causé problème notamment face aux puissances prédatrices. C'est pour ne pas pouvoir prendre leurs responsabilités, leurs destins en mains que (ANTIL, 2020) disait que « la présence des groupes terroristes s'associe à la corruption des États et leur incapacité à assurer la sécurité des populations ». Il est alors clair pour cet auteur que l'existence suggestive d'une autorité n'est qu'un folklore dont son rôle principal se limite à se servir des biens de l'État et non pour travailler pour cet État et ses populations.

C'est cette manière de gérer nos pays et nos ressources qui poussent des écrivains non les moindres à qualifier nos États '*'d'États «* faibles » ou « effondrés" *»* NAHI, 2017: 25), l'absence de l'État, (BIGOT, 2017), KAZIENDE, 1998) « parle de problème de gouvernance ». C'est également dans la même logique que les auteurs tels (BIGOT, 16 aout :2017), (ASSANE, 2020), (ANTIL, 2006), (HUGON, 2007), s'accordent à parler de l'absence de l'État au service de la population pour exprimer l'incapacité de nos États à se défendre militairement. Tandis que d'autres chercheurs spécialistes de la criminalité violente se sont intéressés aux conflits communautaires, problèmes socio-économiques, des rivalités autour de l'usage des ressources naturelles. En somme, une réaction contre l'État, de leur exclusion de tous les avantages qui devraient être les leur ; Abdou Aziz, (2019 :24

septembre), (HAROUNA, février : 2023) et (MOUSSA, octobre, 2019).
C'est cet état de fait qui éloigne nos populations de leurs dirigeants, incapables de leur assurer protection et sécurité. Ces dirigeants s'écartent chaque jour un peu plus de leur mission, celle d'être au service de la population. Par ricochet, ces autorités ont créé une porte d'entrer pour nos ennemis à qui ils accordent facilités, aide ou assistance soit par peur de perdre leurs fauteuils présidentiels par des putschs soit pour un intérêt plus individuel soit encore pour les deux cumulés. Les attaques terroristes se manifestent de plusieurs formes, mais nous nous intéressons aux assassinats communément appelés homicides, comme l'intitule notre sujet.
Eu égard à ce constat et pour prendre en charge certaines préoccupations de nos lecteurs, nous pouvons nous poser la question principale de savoir quels sont les facteurs explicatifs des homicides dans la région de Diffa ?
De cette question principale découlent des questions secondaires : comment la convoitise des matières bon marché par des puissances étrangères peut-elle expliquer les homicides terroristes à Diffa ?
Comment la mauvaise gouvernance peut-elle être source d'insécurité dans un État comme celui du Niger ? Notre objectif de recherche consiste à identifier et étudier les causes des homicides terroristes dans la région de Diffa au Niger, à décrire ses manifestations, ensuite, constater ses conséquences avant de nous intéresser aux perspectives en vue d'améliorer la riposte.

Les hypothèses retenues sont :

1. La convoitise prédatrice des matières premières par des puissances étrangères est un facteur indirect des homicides terroristes dans la région de Diffa.
2. La faiblesse de notre État ou le problème de gouvernance comme facteur direct des homicides terroristes dans la région de Diffa.

Pour mener à bien notre travail, le plan est articulé autour de trois (3) principaux points : (1) la méthodologie de la recherche pour montrer la démarche suivie dans la collecte et analyse des données ; (2) la

présentation des résultats de l'étude en mettant l'accent sur les causes réelles des homicides terroristes à Diffa. (3) la discussion des résultats de l'étude pour montrer les caractères communs des études en lien avec le terrorisme, leurs divergences et la particularité de la présente étude.

1. Méthodologie de recherche :

Seront ici présentés, le cadre de l'étude, l'échantillon, et les techniques collecte et d'analyses 0des données.

1.1. Présentation du cadre de l'étude

Notre étude intitulée les homicides terroristes dans la région de Diffa a pour cadre d'étude cette région est du Niger.
Limitée au Nord par la région d'Agadez, au sud par la République Fédérale du Nigeria et à l'Est par la République du Tchad, la région de Diffa couvre une superficie de 156906 km2 (soit, 12,4% de la superficie du Niger), avec une population de 591788 habitants (soit, 3,5% de la population nigérienne est subdivisée en six (06) départements. Ces départements sont : Bosso, Diffa, Goudoumaria, Mainé Soroa, N'gourti et N'guigmi. C'est une entité propice surtout à l'agriculture, la pêche et l'élevage. La carte ci-après est une représentation de la région de Diffa, notre d'étude.

Carte n°01 : représentation physique de la région de Diffa

Source :[1] OCHA 2021 (Attachments. Preview of *Diffa*.pdf Download Map (PDF | 3.55 MB). Date de mise à jour : 02/03/2021. Sources des données : OCHA, ESRI, UNCS, WFP).

Échantillon :

Notre étude étant qualitative, l'échantillon est constitué de seulement 21 individus, dont 11 leaders d'opinion et 10 repentis terroristes. En effet, parler du terrorisme et des homicides est un véritable tabou qui expose les interviewés à toutes sortes de représailles, dont l'exécution sommaire au temps fort des attaques terroristes dans la région de Diffa. Le choix des 21 interviewés a été fait de façon mixte: raisonnée et au hasard. En effet, compte tenu des difficultés liées à l'enquête dans une localité menacée, nous avons choisi des départements les plus affectés par ces attaques et les avions recueillis dans le centre urbain (Diffa) pour les entretiens. Les leaders d'opinion sont des ressortissants des trois localités :Bosso, N'guigmi et Toumour ayant fui les menaces terroristes pour se retrouver à Diffa pour leur sécurité. Les ex-terroristes sont des pensionnaires du centre de réinsertion de Goudoumaria /Diffa.

1.1.1 Instruments des recueils des données

Dans le cadre de cette étude, trois (03) sortes d'outils de recueil des données ont été utilisés à savoir : l'observation indirecte et l'enquête par entretien et la recherche documentaire (dont les statistiques officielles de la police nationale du Niger de la DSP et du SCLCT/CTO).

La recherche documentaire, nous a permis d'avoir accès aux nombreux documents dont les ouvrages scientifiques, les revues, les thèses, les colloques, les séminaires (en visioconférence dans et hors l'université d'attache) et des statistiques criminelles de la Direction générale de la Police nationale dont la Direction de la Sécurité publique (DSP) et le Service central de Lutte contre le Terrorisme et la Criminalité transnationale organisée (SCLCT/CTO) qui regroupe la Police, la Garde nationale du Niger et la Gendarmerie nationale. L'observation nous a permis de façon indirecte d'avoir des idées de ce qui se passe sur le terrain d'étude, notamment l'aspect physique des localités concernées et même d'avoir un aperçu sur les pratiques et les us des habitants. Les entretiens ont concerné les leaders d'opinion et les ex-terroristes.

Pour collecter les données, étant policier en service, nous aurons du louer le service d'un thésard de l'Université de Joseph Kizerbo de Ouagadougou qui, à son tour a employé une équipe. Nous avons coordonné le chef (un garde national) pour ce qui concerne l'entretien dans le centre d'accueil des ex terrorisme (ou repentis) de goudoumaria qui a eu lieu au Gouvernorat de Diffa et avec l'assistance de leur payeur des primes, comme ils venaient de céder le centre pour un nouveau groupe des repentis..

Les leaders d'opinion nous ont fourni des informations relatives aux conséquences des attaques, les caractéristiques des terroristes, des langues parlées, nationalités, couleurs de la peau, durées des attaques, etc.

Les ex terroristes ou repentis quant à eux ont parlé de leurs modes opératoires, leurs cibles, leurs groupes d'appartenance, les causes de leur adhésion aux groupes, leur mode de ravitaillement en alimentation, carburant, leurs fournisseurs des matériels de guerre, etc. toute information que l'on ne peut avoir nulle part ailleurs et dans l'impossibilité d'avoir des entretiens avec des terroristes encore actifs.

- **Méthode d'analyse**

Au cours de notre recherche, nous avons retenu une seule méthode d'analyse : la méthode qualitative.

Méthode d'analyses des données : elle nous a permis de faire une analyse chiffrée des infractions enregistrées par la police et le SCLCT/CTO entre 2018-2022 par des unités précitées. Elle nous a également permis d'expliquer les réactions, les opinions des populations enquêtées sur ce phénomène des homicides terroristes dans cette région de Diffa.

2. Présentation des résultats :

A travers deux (2) facteurs nous tentons d'expliquer les causes des homicides terroristes dans la région de Diffa. Il s'agit de la convoitise prédatrice des matières premières par des puissances étrangères qui est facteur indirect des homicides (1). La mauvaise gouvernance (la faiblesse de l'Etat), facteur direct des homicides terroristes à Diffa (2). En clair, l'explication des homicides n'est possible sans parler de la gouvernance qui est une pièce maitrise de cette insécurité. Les puissances étrangères prédatrices ont profité ce problème de la gouvernance pour semer ce chaos

2.1. La convoitise prédatrice des matières premières comme cause profonde des homicides terroristes (secte Boko Haram : swap) dans la région de Diffa :

Pour comprendre les origines des groupes armés non étatiques en général et du terrorisme de la secte Boko Haram de Diffa au Niger, il nous faut un aperçu historique de l'indépendance (1960) à nos jours. En effet, depuis le temps colonial, les Français détiennent discrètement des cartes géologiques de l'Afrique francophone dont celle du Niger parmi les dossiers classés top secret dans des endroits inaccessibles aux Africains. Ayant conscience de l'immensité de la richesse de la zone Afrique, De Gaulle a eu des difficultés à pouvoir accorder l'indépendance du Niger pour cette potentialité économique dont cette France en en a fait une réserve pour leurs générations françaises à venir. En effet, la convoitise des matières premières du Niger a commencé en

1958, à la vieille de l'indépendance du Niger lorsque De Gaulle en accordant au Niger son indépendance a voulu s'emparer du Sahara compte tenu de ces potentialités (du pétrole, du charbon, de la métallurgie, de l'or, des eaux minérales, etc,). Pour le faire, il créa OCRS (organisation commune de la région de Sahara regroupant le Niger, l'Algérie, le Tchad, la Mauritanie, le Soudan (actuel Mali) sous le commandement du français Max Lejeune, délégué général de ladite institution pour en faire une région d'outre-mer et avoir une mainmise sur ces matières premières, D., Mamoudou (2002 : 141). Ce même auteur (Mamoudou, 2002) poursuit en disant que De Gaulle de peur de perdre un jour, son droit de regard exclusif sur des régions aussi prometteuses « qui sont indiscutablement sa propriété ... » et cite [Le Figaro, 12 décembre 1957] a amené Paris à envisager « l'intégration pure et simple et immédiate [de cette] immense terre "sans hommes, sans nationalités, sans religion, sans histoire" et qui est, sans doute, un des plus grands réservoirs d'énergie de la planète » [Le Monde, 17 avril 1956]. Ainsi est née l'idée de constituer un territoire du « Sahara français »qui ne relèverait pas des futures Républiques du Niger, de l'Algérie, du Tchad, de la Mauritanie et du Soudan (actuel Mali), mais de l'OCRS (organisation commune de la région de Sahara) sous l'autorité française.

C'est après l'échec cuisant du referendum séparatiste que l'OCRS a donné naissance au CILS (comité inter état de lutte contre le Sahara). Deux chefs coutumiers dont Oumarou Dan Ibrahim d'Agadez et l'Anestafidet des Kel oui ont été manipulés pour réclamer leur détachement de l'État du Niger afin de rester avec la France en 1960. Pour avoir déjoué le coup bas, le Président Diori Hama est devenu l'ennemi juré de la France. Depuis, le Niger n'a jamais retrouvé sa sécurité. En 1985 lorsque la société américaine de prospection dénommée Hunt Oil s'est installée dans le Sahara, au Kawar, les Français ont créé la rébellion Toubou (selon le même auteur) : le front armé de la résistance au Sahara (FARS), et une insécurité dans la zone pour empêcher cette exploitation.

En 1988 un mouvement nigérien des comités révolutionnaires (MOUNCORE) est né pour appuyer les revendications territoriales libyennes, dont l'État de la Libye fournit armement et d'autres moyens de guerre. En 1992, Mano Dayak qualifié par les Français comme défenseur des causes touareg devient l'un des premiers leaders de la

Rébellion avec son FLT (Front de libération de Temoust). Après s'en est suivie la rébellion touareg réclamant l'indépendance par un mouvement dénommé FLAA (Front de libération de l'air et de l'Azawad), le 19 octobre 1991. C'est par la suite que d'autres mouvements touareg ont vu le jour et qui ont le plus bénéficié des soutiens des Français en termes des moyens matériels et humains nécessaires aux combats et le médiatique pour avoir la légitimité populaire et internationale sur des idées fausses dont le porte-flambeau est Claudot-Hawad, (Mamoudou, 2002 ; 139). Depuis lors le Niger n'a jamais connu de stabilité vraie. La gouvernance du Niger s'est transformée en une alternance entre des régimes politiques téléguidés par la métropole et des régimes militaires. Tous ceux qui osent défendre l'intérêt national ont systématiquement été évincés. Les rébellions succèdent aux coups d'Etat militaires. La paix et la stabilité sociale étant la base de tout développement, les crises sont créées pour éviter cette stabilité et capable de pouvoir faire avancer le pays. Pour maintenir le Niger dans le sous-développement il faut lui éviter la paix par la création des rebellions et d'autres groupes armés qui bénéficient non seulement des soutiens matériels nécessaires, mais aussi des moyens humains et biens d'autres comme des médias. Plusieurs rébellions se sont ainsi succédées dont la dernière est celle du MNJ sous le règne de Tandja Mamadou. Le règne de Issoufou Mahamadou tombe sous les terroristes MUJAO dans la région de Tillaberi, des kidnappeurs et voleurs du Nigeria qui font incursion sur la frontière Niger et Nigeria et la secte Boko Haram à Diffa, au nord-est du Niger. Toutes les rebellions et groupes armés terroristes ont été créés de la même manière pour servir et défendre un et unique objectif : celui de la défense des intérêts économiques des puissances étrangères. Pour cela, il faut maintenir notre cher pays dans son sous-développement en évitant toute exploitation de nos ressources naturelles que ces puissances s'en sont attribuées à travers des bidons accords de défense devenus caduques puis des dizaines d'années..

La région de Diffa est la seule région du Niger ou a débuté l'exploitation de nos ressources naturelles avec plusieurs ambitions, celle d'aller de 20 000 barils par jour à 1.000.000 de barils. Une chose qui n'a pas plu aux autres puissances qui prétendent être propriétaires et qui avaient dit au Président Tandja qu'il n'ya pas de pétrole au Niger et que les chinois ont dit le contraire. Comme au kawar ou la compagnie

américaine Hunt Oil a été empêchée de faire ses prospections à cause d'une insécurité générée par le groupe rebelle (toubou) FARS, l'insécurité de Diffa est causée, cette fois-ci par la secte Boko haram, pour évidemment perturber l'exploitation pétrolière d'Agadem. Et pour en arriver là, des puissances sont prêtes à créer et à financer tout mouvement en vue de saboter toute exploitation qui ne rime avec leurs calculs économiques et à débarquer tout dirigeant soucieux des intérêts nationaux. C'est également le cas de (BIGOT, 2017) qui ajoute que : «
Le terrorisme ou plutôt la montée en puissance des groupes armés dans le sahel est la conséquence d'une grave crise de gouvernance qui touche toute l'Afrique de l'Ouest. Cette crise de gouvernance se caractérise par une disparition de l'État au service des populations » (BIGOT, 16 aout :2017).

« Le sahel est exposé à l'insécurité, compte tenu de la faiblesse des structures étatiques qui rend cette zone vulnérable ». (ABDOU ASSANE, 2020). Abordant dans le même sens, (ANTIL, 2006) pense plutôt à « la faiblesse des appareils de sécurité des pays sahéliens, et donc d'un contrôle territorial aléatoire ; ». (HUGON, 2007) parle quant à lui « des États faillis, ou affaiblis » et Laurent (BIGOT, 2017) parle de l'absence de l'État pour exprimer l'incapacité de nos États à se dépendre militairement. Les attaques terroristes se manifestent de plusieurs formes, mais nous nous intéressons aux assassinats, comme l'intitule notre thème.

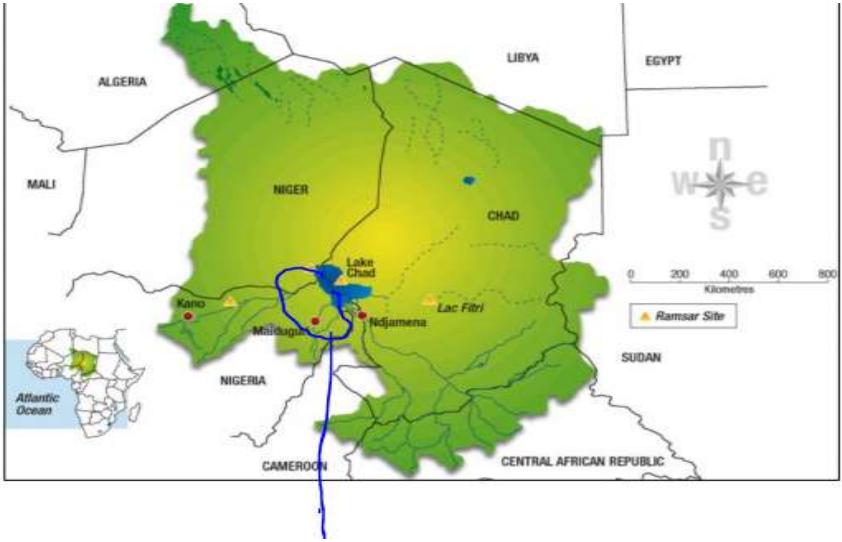
2.1.1. La faiblesse de l'Etat comme facteurs directs des homicides terroristes dans la région de Diffa

Si les puissances font tout pour empêcher un développement quelconque, étant un pays souverain, pourquoi nous ne pouvons pas nous donner les moyens d'exprimer notre personnalité juridique. C'est alors le rôle du gouvernement de jouer le rôle qu'est celui de l'autorité politique en assurant la sécurité de son peuple, sans quoi son rôle reste et demeure effacé. L'exploitation du pétrole de Diffa était un défi relevé par le Président Tandja Mamadou à qui l'on aurait menti. Le successeur de Tandja n'a pas pris assez des mesures pour prévenir ce que diffa est en train de vivre malgré les informations rapportées par plusieurs agents de renseignements. En effet, (si l'on croit notre source) plusieurs agents de renseignements ont fait état dans leurs rapports, de la manigance de certains pays et de leur présence via des structures

prêtent noms, sans que les autorités (gouvernement) en place de l'époque ne puissent réagir dans un sens de la prévention à l'effet d'empêcher que cette situation de terrorisme boko Haram n'arrive à Diffa. Ce silence coupable de notre administration centrale nous a conduits là où nous sommes aujourd'hui. Mais, si nous sommes envahis infiltrés par cette nébuleuse secte boko haram à Diffa, c'est parce que l'État n'a pas joué son rôle de défense et de sécurité. Il a laissé souvent ses mêmes puissances se substituer à lui, à travers d'autres mécanismes. Ceci constitue une erreur monumentale et fatale. Une porte ouverte pour tous les dangers. Pire les mentors, disons instigateurs du terrorisme à Diffa ont bénéficié de la complicité interne et externe. Interne parce que les membres des groupes armés terroristes sont aussi membres des communautés victimes de ces actes terroristes et bénéficient des informations de leurs camarades restés encore aux villages auprès de leurs parents et comploter avec l'ennemi. Complicité externe puisque les hommes politiques au plus haut sommet sont souvent de mèche avec des bandits puisqu'ils empêchent d'en parler et leur permettent même l'accès à certaines informations fatales à nos armées ; par ignorance peut-être, mais surtout pour des intérêts individuels, d'où la corruption. Plusieurs auteurs l'ont ainsi critiqué, cette incapacité de nos dirigeants d'être du côté de ses populations. Les communautés ne sont importantes qu'au moment et le contraire aussitôt la fin des élections pour recevoir des instructions de leur menteur. Lorsque les mesures de sécurité ne sont pas adéquates, l'anarchie s'installe dans un Etat. Des groupes d'individus se croient par moment au-dessus de toutes dispositions légales et surtout contraignantes. En effet, la population de la région de Diffa est composée de plusieurs ethnies qui jadis cohabitent sans heurts. Parmi ces ethnies figure le Manga, un groupe d'ethnie qui se trouve à cheval entre quatre (4) pays qui sont : le Niger, le Tchad, le Nigeria et le Cameroun séparés par le tracé colonial sans leur avis, sans être consultés (voir la carte n°03 ci-dessus). Ce partage de culture, d'histoire et les échanges commerciaux ont fait du peuple Manga, une même communauté entre ces pays précités. Vu son "exclusion de tout processus social et un abandon de son espace de vie par l'Etat", du peuple manga du coté de Diffa au Niger, celui-ci s'est érigé en rébellion avant de se transformer en terroriste, sans pour autant pouvoir saisir une portion du territoire pour en réclamer la paternité. Ce peuple vivant

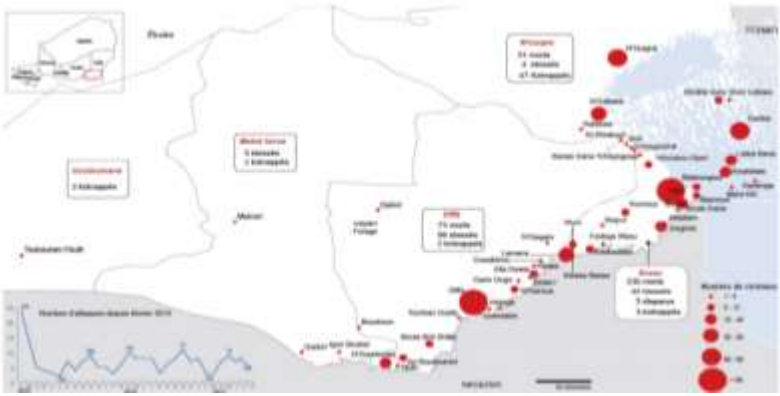
à cheval (voir la carte n°3) entre plusieurs frontières, ses membres font des incursions, assassinent des populations et pillent leurs richesses avant de se retirer et cacher sur un autre territoire notamment à Maiduguri au Nigeria. La cohabitation entre différentes ethnies sur un même espace peut engendrer souvent des conflits nés des concurrences et rivalités quant à l'utilisation des ressources naturelles. Mais compte tenu de leurs instances de gestion des conflits, ces problèmes ont toujours trouvé une solution sans se transformer en la secte Boko Haram comme en 2015 à Diffa. Ce qui laisse croire à une instrumentalisation et une manipulation quant à la création de boko haram ou Swap à Diffa.

Carte n° 01 Zone du CBLT, ses États membres et localisation géographique du peuple du manga:



Source : rapport « Managing Rivers Wisely-Case study on river management : Lake Chad » cité par Adamou Moussa Ibrahim p.278 et modifiée pour ma convenance

Carte n°2 Conséquences des attaques Boko haram : représentation des victimes civiles



Source : bureau de la coordination des affaires humanitaires (Diffa, Niger) :UNDSS, FDS, crée le 21 aout 2017, www.unocha.org.

Tableau n° 01 le nombre d'attaques terroristes et des bandits armés dans les régions de Diffa de 2018 à 2022.

	Nombre d'attaques terro/Diffa	
Années	**Terroristes**	**Bandits**
2018	**55**	**/**
2019	**51**	**07**
2020	**21**	**00**
2021	**74**	**7**
2022	**78**	**4**
Total	**279**	**18**

Source : les rapports du service central de lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière **(SCLCT/CTO).**

Remarque : de 2018 à 2022 il a été comptabilisé 998 attaques cumulées des bandits et des terroristes dans la région de Diffa et la région de Tillaberi dont 944 attaques terroristes et 54 bandits. Cependant les

attaques des bandits armés et celles des terroristes peuvent se recouper lorsque les terroristes ne sont pas identifiés tant par leurs modes opératoires, leurs revendications, leurs signatures que leurs révélations en cas d'interpellation. Ces nombres d'attaques ont varié selon l'espace et le temps. C'est pourquoi nous nous sommes intéressés aux attaques de Diffa et de celles de Tillaberi.

Tableau n° 02 des homicides terroristes et des bandits armés dans la région de Diffa de 2018 à 2022 :

	Homicides terroristes/ Diffa		
Années	**Civils**	**Fds**	**Terroristes**
2018			
2019	**118**	**37**	**Bandits 33**
2020	**34**	**11**	**0**
2021	**49**	**50**	**180**
2022	**110**	**4**	**/**
Total	**311**	**102**	**213**

Source : les rapports du service central de lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière (2018-2022).

La lecture de ce tableau n°2, nous laisse entrevoir une disparité des homicides en 2018, non pas par manque, mais un problème administratif. En effet, comme dit précédemment, en 2018 la police s'était contentée de comptabiliser les attaques sans intéresser au moindre détail. Il a fallu en 2019 pour que cette statistique de la Police puisse évoluer en intégrant les différents détails. En 2019 d'abord, le nombre de décès des civils a été très élevé (118 homicides) avant de chuter en 2020 (34 décès), ce qui est resté constant jusqu'en 2021 (49 décès) avant son rebondissement en 2022 (110 décès). En clair, les droits de l'Homme n'ont pas été respectés dans ce conflit, car les civils ne sont pas épargnés par des groupes armés non étatiques. Ce qui dénote une violation flagrante de la convention de Vienne de 1949 relative à la protection des civils en tant de conflits.
Ensuite, de 2019 à 2022, les homicides des FDS ont évolué en dents de scie (37 cas en 2019, 11 en 2020, 50 en 2021 et 4 en 2022). Et enfin, les chiffres des homicides des terroristes et des bandits, de 2019 à 2022 ont

évolué de 33 en 2019 à (non parvenu) en 2020, 180 en 2021 et 0 en 2022. Ce qui donne une courbe qui monte et descend, du fait que ces bandits emportent les corps.

2. Analyse et Discussion des résultats

Vu ce qui précède, les homicides terroristes de la région de Diffa, tirent leur origine d'abord des potentialités économiques que regorge nos sol et sous-sol. Ensuite, du laxisme de la gouvernance ayant laissé des portes ouvertes à toutes les infiltrations par des manipulations, des instrumentalisations et des complicités dans le but de diviser pour mieux régner. C'est pour dire que les pays du sahel ne sont pas les seuls dépositaires de ces richesses minières et minéralogiques et les pays ont su assurer la sécurité de leurs Etats contre des intrusions de tout genre et par extrapolation sécuriser leurs populations et leurs biens. Mieux, la volonté politique de sécuriser les personnes et leurs biens a clairement manqué à l'époque de notre étude (2018-2022) dans ces pays. C'est ce manque de sécurité qui qui eut des conséquences sur l'économie. Ceci confirme le lien entre sécurité et le développement. (HUGON, 2007) parles des Etats faillis, (ABDOU ASSANE, 2020) qualifie des faiblesses des structures étatiques et (ANTIL, 2006) parle de faiblesse des appareils de sécurité (2006). Ce qui démontre que ces groupes armés sont "des fabrications manuelles" visant à semer des crises pour l'intérêt des commanditaires agissant sous des masques comme le sous-tend (Mamoudou, 2002), corroboré par la théorie de (MODA, 2017) qui parle de la géostratégie et de l'économie. Ceci n'a pu être possible qu'à cause des complicités internes et externes. Ces auteurs s'opposent à ceux qui pensent que les causes du terrorisme peuvent se trouver dans les rivalités autour des ressources naturelles, des conflits communautaires (OUSMANE IBRAHIM, 2023) et du peuple Manga, considéré comme au centre de tous les conflits (IBRAHIM, 2019). En effet, ces facteurs évoqués par ces auteurs, n'ont jamais créé des conflits au-delà des compétences des instances coutumières locales et ou judiciaires. Cet article a le mérite de contribuer à la compréhension des causes véritables du terrorisme au sahel en général et dans la région de Diffa au Niger en particulier. Toutefois, notre travail de recherche connait dans sa réalisation des limites qui peuvent avoir comme conséquences des biais. Il s'agit entre autres de la méthode d'analyse

des données (qualitative) qui, elle-même a des limites. Le manque d'audition d'un terroriste actif est un autre facteur limitant la qualité de ce travail.

Conclusion :

Il en ressort des résultats de notre travail que la convoitise ou la conquête des matières premières bon marché par des puissances étrangères est un facteur causal. Mais la mauvaise gouvernance qui peut signifier l'absence de l'Etat, ou l'Etat faible ou failli etc., est un facteur facilitant ou direct des homicides terroristes dans la région de Diffa. C'est de cette faiblesse que profitent des multinationales pour nous imposer une guerre grâce à leur pouvoir et faciliter davantage leur domination. Cette étude est une modeste contribution à la lutte contre l'insécurité en général et les homicides terroristes en particulier dans la région de Diffa. Elle permettrait de cerner le mieux les causes du phénomène et aider par conséquent à prendre les mesures idoines pour y faire face à l'effet de soulager les souffrances des communautés. Cet article, même s'il ne résout pas le problème des homicides terroristes à Diffa, vu ses complexités et ses imbrications peut être une source d'inspiration pour d'autres recherches.

Bibliographie :

CHAIBOU Aminou, 2024-2025. Homicides terroristes et enquête de police judiciaire de 2018 à 2022 à Tillaberi au Niger : thèse du doctorat unique en criminologie de l'Université Felix Houphouet Boigny de Cocody en Côte d'Ivoire (non publiée), 296 pages

CHEKOU KORE Lawel, 2012. Thèse de Doctorat : Rébellion touareg au Niger ; approche juridique et politique, Université René Descartes Paris V.

ANTIL Alain, 2006. L'Afrique et la « guerre contre la terreur » Article disponible en ligne à l'adresse https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2006-3-page-583.htm

CUSSON Maurice, 2014. Les homicides : criminologie historique de la violence et de la non-violence, CICC de l'Université de Montréal.

CUSSON Maurice, 2014. *''le concept de sécurité intérieure''*, Presse universitaire de Montréal.

CUSSON, Maurice, 2000. Qu'est-ce que la sécurité? Revue internationale de criminologie et de la police la police technique et scientifique, 2002, Édition numérique réalisée le 2 avril 2014 à Chicoutimi, Québec.
CUSSON Maurice, 2007. « *de l'action de sécurité* » produite en version numérique par Jean Marie Tremblay, bénévole, Professeur de sociologie au Cegep de Chicoutimi.
CUSSON, Maurice. et Diomandé H, 2017. *Les homicides querelleurs*, Presse universitaire de Montréal.
CUSSON Maurice, NABI Y.Doumbia et HENRY B. Yebouet., 2017. *Mille homicides en Afrique de l'Ouest :* Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Niger et Sénégal, Presses de l'Université de Montréal.
CUSSON Maurice. Nathalie Beaulieu et Fabienne Cusson, 2003. *Les homicides*" produit en version numérique par Jean Marie Temblay, bénévole, Professeur de sociologie au Cegep de Chicoutimi.
DJIBO Mamoudou, 2002. « Rébellion touareg et question saharienne au Niger », dans autrepart/3 (n°23 : p 135-156), édition presses de science politique.
GASSIN Raymond, 1998. *Criminologie* 4e édition, Précis Dalloz, Paris, France.
ISSALEY Abdoul. Aziz, 2019. Terrorisme au sahel : de la guerre idéologique au business criminogène, thèse de doctorat, l'université de **Bourgogne Franche-Comté**, sous la direction du Pr M. JEAN MICHEL BESSETTE.
HAROUNA Ousmane Ibrahim, février, 2023. *Enjeux sécuritaires et mobilisation des jeunes dans les groupes extrémistes violents une analyse par l'exemple d'Abala (Niger),* Thèse du Doctorat unique en Sociologie et Anthropologie, LERSA, Université Abdou Moumouni de Niamey, 2023.
HUGON Phillipe, 2007. « La politique économique de la France en Afrique, la fin des rentes coloniales » Karthala « politique africaine » 2007/1 n°105 p. 54-69 URL.
KAZIENDE Léopold, (1998). *Souvenirs d'un enfant de la colonisation*, édition Assouli
MOUSSA Ibrahim A, (octobre, 2019). *L'insécurité transfrontalière en Afrique de l'Ouest : le cas de la frontière entre le Niger et le Nigeria*, thèse de Doctorat, Université d'Azur, ERMES
BIGOT Laurent, (2017). « Journal, le monde », daté du 16 aout 2017.

NAHI, P. C. (2006), « les défis actuels de la gouvernance de la sécurité en Afrique : Revue ivoirienne de gouvernance et d'étude stratégique (RIGES), 2006, gouvernance et développement humain, 2 (1) pp 17-54 Hal 01602121

Moda, Dieng, (2017). Est professeur agrégé à l'École d'études de conflits de l'Université Saint-Paul, à Ottawa. Il est l'auteur de *L'Afrique du Sud entre émergence et responsabilité* aux Presses de l'Université de Montréal.